

REPUBLIQUE GABONAISE

UNION TRAVAIL JUSTICE



DISCOURS

DE

SON EXCELLENCE MONSIEUR MICHEL XAVIER BIANG

AMBASSADEUR, REPRESENTANT PERMANENT

DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

DEBAT GENERAL

DE LA 73^E SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

DES NATIONS UNIES

*_*_*_*_*_*_*_*

New York, le 1^{ER} OCTOBRE 2018

Vérier à l'audition

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etats et de Gouvernements,

Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames et Messieurs,

Madame la Présidente,

Il m'est agréable de vous féliciter pour votre brillante élection à la présidence de la 73^{ème} session de l'Assemblée générale. Je suis persuadé que vos qualités et votre connaissance avérée des Nations Unies constituent un atout pour la conduite efficiente de nos travaux.

Vous pouvez compter sur l'appui du Gabon tout au long de votre mandat.

Qu'il me soit permis de saluer le travail remarquable accompli par votre prédécesseur, M. Miroslav LAJCAK, au cours de son mandat à la présidence de la 72^{ème} session.

Il me plaît de saluer les efforts inlassables du Secrétaire général Antonio GUTERRES, en faveur de la promotion des valeurs et idéaux de notre organisation.

Un mois après la disparition de Monsieur Kofi ANNAN, ancien Secrétaire Général des Nations Unies et Nobel de la Paix 2001, je voudrais rendre un hommage appuyé à cet illustre homme de conviction et de rassemblement dont l'engagement en faveur de la paix et du développement restera à jamais gravé dans la mémoire collective.

Madame la Présidente,

“Faire de l'ONU une organisation pour tous : une force mondiale fondée sur les responsabilités partagées, au service des sociétés pacifiques, équitables et durables”, est une thématique qui donne l'occasion d'évaluer l'ampleur de nos actions à la lumière de nos engagements et des nombreux défis du monde actuel.

C'est également, une opportunité de dresser de nouvelles perspectives, dans le cadre des trois piliers de notre action collective que sont : la promotion du développement durable, la Paix et la Sécurité et les Droits de l'homme pour le bien-être de tous les peuples du monde.

Madame la Présidente,

Faire de l'ONU une organisation au service des sociétés pacifiques, équitables et durables, est un grand défi à relever, dans un contexte mondial marqué par différentes menaces et à un moment où les valeurs et idéaux prônés par la Charte des Nations Unies sont souvent mis à rude épreuve.

Nonobstant l'ampleur de ces obstacles, je reste convaincu que le multilatéralisme est l'approche idéale pour la construction d'un ordre mondial plus apaisé, plus juste et plus inclusif.

A cet égard, il est primordial que notre organisation se modernise, se transforme, se dote de moyens appropriés en vue d'offrir des réponses adéquates aux nombreux et complexes impératifs qui s'imposent à nous aujourd'hui.

C'est pourquoi, je me félicite des réformes engagées par le Secrétaire général des Nations Unies, depuis le début de son mandat visant à redéployer l'architecture et les moyens de notre organisation à la mesure de ses ambitions et des aspirations des peuples de l'humanité.

Les peuples du monde, les jeunes et les femmes en particulier, exigent de nous d'accélérer le rythme de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, porteur de progrès politiques, socio-économiques et ayant un impact direct sur les conditions de vie des populations.

Dans ce contexte, la lutte contre la pauvreté doit demeurer au centre de nos actions ; tout en ayant à l'esprit que la pauvreté alimente les extrémismes qui, à leur tour, nourrissent les réseaux terroristes à travers le monde.

Pour le Gabon, la concrétisation de nos engagements en matière de développement durable reste liée à la capacité de la Communauté internationale à mobiliser les financements nécessaires, à mettre en place des partenariats innovants à l'échelle internationale et à promouvoir le transfert des technologies notamment vers les pays en développement.

Madame la Présidente,

Le Gabon réitère sa détermination à tout mettre en œuvre pour la réalisation des ODD. Nous sommes résolument engagés dans un processus de réformes visant à accélérer la diversification de notre économie.

Il s'agit de passer d'une économie de rente à un modèle de production durable et diversifié en vue de renouer avec une croissance économique soutenue et de promouvoir, entre autres, l'emploi des jeunes, la lutte contre les inégalités sociales, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Ces réformes, aussi bien structurelles que conjoncturelles, sont principalement fondées sur le « Programme pour l'égalité des chances », lancé il y a deux ans, par le Président de la République Gabonaise S.E.M Ali BONGO ONDIMBA. Un programme qui consiste essentiellement à passer d'un système de privilèges indus à un système d'égalité pour une prospérité partagée.

Madame la Présidente,

Faire de l'ONU une organisation au service des sociétés pacifiques, exige également de la Communauté internationale, de faire preuve de plus d'abnégation dans la lutte contre le terrorisme et les autres menaces transnationales, telles que la piraterie ou le braconnage.

A cet effet, le Gabon se réjouit de la tenue de la Conférence sur la lutte contre le financement du terrorisme, les 25 et 26 avril 2018 à Paris. Nous espérons que les conclusions de ces travaux contribueront significativement à renforcer les actions de la coalition internationale contre le terrorisme.

En effet, nous demeurons préoccupés par le fait que dans plusieurs régions en Afrique, des bandes extrémistes telles que Boko Haram et El-Chabaab, bien qu'affaiblies, continuent de semer la terreur et la désolation. De même au Sahel, où des djihadistes s'allient désormais aux réseaux de trafiquants, les attentats terroristes ne cessent de saper les efforts de développement des États de la région.

Ces faits démontrent à suffisance, la nécessité d'accélérer le renforcement des capacités tant nationales, régionales que sous régionales, afin de doter les États des moyens d'assurer efficacement leur sécurité.

Avec un financement prévisible et adéquat de la Communauté internationale, l'Afrique sera sans doute plus à même de donner la réplique appropriée aux menaces sécuritaires qui minent le continent.

C'est l'occasion pour ma délégation d'appeler au renforcement des capacités des forces constituées à l'échelle régionale, telles que le G5 Sahel et l'AMISOM.

De même, il importe de renforcer notre stratégie et nos mécanismes de prévention, en s'attaquant notamment aux causes profondes. Comme vous le savez, les mesures sécuritaires sont indispensables mais insuffisantes pour éradiquer complètement les activités des nébuleuses terroristes.

Le renforcement de la coopération internationale est, à cet égard, essentiel. Le Sommet conjoint des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO et de la CEEAC sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, qui s'est tenu, le 30 juillet 2018 à Lomé, participe de cette nécessité de mutualiser nos efforts pour lutter efficacement contre le terrorisme.

Ce sommet a permis, entre autres, d'harmoniser les points de vue des régions d'Afrique centrale et de l'ouest et d'adopter une approche commune en vue de « *créer les conditions d'un environnement sécurisé dans l'espace commun aux deux régions* ».

Mon pays reste résolument déterminé à concrétiser les engagements pris au cours de ce sommet tout en poursuivant la mise en œuvre de la Stratégie de l'Afrique centrale de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes légères et de petits calibres.

Madame la Présidente,

La paix et la sécurité internationales ont toujours été au centre des priorités du Gabon. C'est en ce sens que le Gabon a récemment décidé de maintenir son contingent en République Centrafricaine dans le cadre de la MINUSCA.

Il me plaît ici de réaffirmer la volonté de mon pays de continuer à remplir ses engagements et de contribuer aux efforts visant à l'instauration d'une paix durable dans ce pays « frère », tout en soulignant la nécessité d'une solution politique sur la base de la feuille de route de Libreville signée, le 17 juillet 2017.

L'Afrique Centrale est, en dépit des progrès réalisés, encore en proie à de nombreux défis sécuritaires et humanitaires.

C'est pourquoi dans notre engagement à trouver des solutions aux différentes sources d'instabilité à l'échelle de la sous-région, le Président Ali BONGO ONDIMBA a entamé une série de consultations avec ses pairs qui a abouti, le 2 juillet 2018, à une concertation formelle des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEEAC, en marge du Sommet de l'Union Africaine de Nouakchott.

En réitérant son soutien aux efforts de notre organisation en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique, mon pays salue en particulier les efforts fournis par le Secrétaire général des Nations Unies et son envoyé Spécial pour la

relance du processus politique au Sahara occidental. Ce processus politique est essentiel à plus d'un titre, il est réaliste et tient compte des spécificités de cette région, minée par les menaces terroristes.

Le Gabon voudrait également rappeler que l'initiative marocaine d'autonomie, est un cadre idéal pour parvenir à une solution de compromis acceptable par toutes les parties.

Cette initiative est en effet conforme au droit international, à la charte des Nations Unies et s'inscrit parfaitement dans le cadre du droit à l'autodétermination.

Les résolutions du Conseil de Sécurité adoptées depuis 2007 sur cette question, l'ont clairement relevé, y compris la résolution 2414 du 27 avril 2018, qui souligne notamment la nécessité d'œuvrer dans la recherche d'une solution politique réaliste, pragmatique, durable et basée sur le compromis.

Madame la Présidente,

Le monde est de plus en plus exposé aux effets néfastes du dérèglement climatique. Face à ce constat alarmant, notre organisation se doit d'affirmer son leadership et de faire en sorte que les efforts consentis jusqu'ici, se poursuivent et s'intensifient.

Les changements climatiques sont une réalité qui chaque jour s'impose à notre quotidien. La hausse des températures, la fonte des glaciers et calottes polaires, la multiplication des catastrophes naturelles, sont autant de signes indéniables du dérèglement climatique.

La transformation de nos modes de consommation et de production ainsi que la mise en œuvre sans délai des engagements pris à Paris, deviennent ainsi une exigence de la conscience universelle.

Fort de ce constat, le Président de la République gabonaise a bien saisi, en sa qualité de coordinateur du CAHOSCC, l'urgence d'agir vite non seulement pour le Gabon mais aussi pour l'Afrique.

C'est dans cet élan qu'en décembre 2017, le Gabon a apporté un appui financier substantiel pour l'opérationnalisation de l'Initiative Africaine pour l'Adaptation (IAA) lancée en 2015 dans l'objectif d'aider les pays africains à planifier, programmer et mettre en œuvre des mesures d'adaptation climatique.

Dans la même dynamique, mon pays a organisé, en collaboration avec l'Union Africaine et le PNUD, une table ronde de mobilisation, le 24 septembre dernier, au siège des Nations Unies, en faveur de l'Initiative Africaine pour l'Adaptation (IAA).

A cet égard, nous réitérons notre appel aux partenaires bilatéraux et multilatéraux, y compris le secteur privé pour soutenir le combat de l'Afrique dans le financement des mesures relatives à l'accroissement des niveaux d'adaptation et de résilience aux effets du changement climatique.

Madame la Présidente,

Les 10 et 11 décembre 2018, nous aurons à statuer de manière formelle sur le Pacte Mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, au cours de la Conférence intergouvernementale qui se tiendra à Marrakech.

L'approche holistique qui a sous-tendu le processus de négociation y afférent sous les auspices des Nations Unies, coïncide avec un réel espoir de voir le monde parvenir à un consensus à la dimension des aspirations des générations présentes et futures.

Le Gabon, terre d'hospitalité, entend participer à ces importantes assises conscientes de l'envergure des engagements à prendre et des responsabilités à assumer.

Pour conclure, Madame la Présidente,

Je voudrais réitérer la portée cruciale du multilatéralisme dans la réponse aux défis que nous avons à relever et aux besoins du monde actuel.

Notre succès se mesurera à l'aune des moyens que nous nous donnerons pour rapprocher notre organisation des peuples du monde.

Une ONU plus forte, au service de tous et dont l'action serait fondée sur les responsabilités partagées en faveur de sociétés pacifiques, équitables et durables ... est possible et à notre portée.

Je vous remercie.